

RDCongo/Hommage à Etienne Tshisekedi

Une crise dans la crise

AFP

Kinshasa/RDCongo

Un an après sa disparition, l'opposant historique n'a toujours pas été inhumé. De quoi aviver les tensions entre l'actuelle opposition et le régime du président Joseph Kabila.

LA République démocratique du Congo a commémoré hier le premier anniversaire de la mort de son opposant historique, Etienne Tshisekedi, dont les futures obsèques et l'héritage politique avivent l'interminable crise congolaise entre l'actuelle opposition et le régime du président Joseph Kabila.

Un an après sa mort à Bruxelles le 1er février 2017, le corps de M. Tshisekedi attend toujours dans une morgue en Belgique son rapatriement et son inhumation dans "la terre de ses ancêtres", selon l'expression consacrée en RDC. A Kinshasa, une messe d'action de grâce a été célébrée en la cathédrale Notre-Dame par le frère cadet du défunt, Mgr Gérard Mulumba.

"J'espère que les autorités finiront par se décider à rapatrier le corps d'Etienne Tshisekedi et à organiser les funérailles qu'il mérite", a déclaré Mgr Mulumba.

La cathédrale pleine à craquer a réservé une ovation à l'arrivée du fils de M. Tshisekedi, Félix, président du Rassemblement de l'opposition (Rassop) qui demande le départ du président Kabila.

M. Tshisekedi était entouré



Photo : AFP

La cathédrale Notre-Dame de Kinshasa était pleine à craquer hier pour l'hommage à Etienne Tshisekedi, disparu le 1er février 2017 à Bruxelles.

de Jean-Marc Kabund, secrétaire général du parti fondé par son père, l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS), dont le siège se trouve dans la commune de Limete.

Un autre parti revendiquant le nom de l'UDPS, celui du Premier ministre Bruno Tshibala, a annoncé également une messe dans une autre église de Kinshasa, dans l'après-midi. M. Tshibala devait s'y rendre, a assuré un de ses proches à l'AFP.

Un accord entre les autorités, la famille et l'UDPS, était supposé organiser le rapatriement de la dépouille de l'opposant, décédé à l'âge de 84 ans des suites de problèmes pulmonaires.

Cet accord sur le financement des obsèques et l'inhumation dans une concession familiale à la périphérie de Kinshasa, n'a jamais été mis en œuvre.

L'"UDPS-Limete" dénonce "la mauvaise volonté du régime de Kabila qui considère Tshisekedi mort toujours

comme opposant", accuse un cadre du parti qui vit en Belgique, Ange Pabolangi.

"Contrairement à ce qui est dit, l'UDPS ne pose pas de conditions politiques à ce rapatriement. Mais le régime a peur des manifestations de rue si le corps revient", ajoute-t-il.

De son côté, le ministère de l'Intérieur renvoie les "familles" politiques et biologiques à leurs propres responsabilités, affirmant que sa porte "reste ouverte". **DECRISPATION POLITIQUE** • Juste avant sa mort, M. Tshisekedi avait supervisé l'accord politique de la Saint-Sylvestre 2016 avec la majorité au pouvoir, sous l'égide de la conférence épiscopale.

L'enjeu : trouver une issue à la crise liée au maintien du président Kabila au-delà de la fin de son second mandat le 20 décembre 2016, après la répression sanglante de manifestations en septembre et décembre 2016.

L'accord prévoyait la nomination d'un Premier ministre issu des rangs de l'opposition, des mesures

de "décrispation politique" et des élections au plus tard en décembre 2017.

La situation n'a pas cessé de se dégrader depuis la mort de M. Tshisekedi. Son fils et l'UDPS-Limete ont contesté la procédure de nomination du nouveau Premier ministre, Bruno Tshibala, qu'ils ont exclu.

En réponse, M. Tshibala a été désigné lors d'un congrès en décembre président de "son" UDPS. La presse kinoise parle désormais de l'"UDPS-aile Limete" et de l'"UDPS-aile Tshibala". L'UDPS-Limete a annoncé son propre congrès en février.

Les élections en RDC ont finalement été reportées au 23 décembre 2018 par les autorités qui affirment que les violences au Kasai (centre) ont retardé le recensement des électeurs.

M. Tshisekedi fils et d'autres opposants ont réclamé en vain une "transition sans Kabila". Leurs appels à des mobilisations diverses fin 2017 ont rencontré un écho limité en RDC où les autorités interdisent toute manifestation depuis septembre 2016.

La contestation du régime a repris de la vigueur avec les appels d'un comité laïc proche de l'Eglise catholique à des "marches pacifiques" les 31 décembre et 21 janvier, dont la répression a fait une quinzaine de morts d'après les Nations unies.

Avant la messe, l'"UDPS-Limete" a dénoncé mercredi dans un communiqué "l'enlèvement de ses membres dont certains sont gardés dans les geôles du pouvoir", en donnant six noms.

Tunisie/Visite d'Etat du président français Emmanuel Macron

"Le Printemps arabe n'est pas terminé"

AFP

Tunis/Tunisie

LE Printemps arabe n'est pas terminé et la Tunisie, où il est né en 2011, a le devoir de réussir sa transition démocratique pour rester "un modèle", a déclaré hier le président français Emmanuel Macron à Tunis.

"On a parlé de printemps, de Printemps arabe, on a parlé de révolution et beaucoup pensent que cette page est tournée", a dit M. Macron dans un discours au Parlement au second jour d'une visite d'Etat en Tunisie.

"La page du Printemps arabe n'est pas tournée. Vous êtes en train de la vivre, de la faire vivre", a-t-il ajouté.

La Tunisie a mené une "révolution culturelle profonde", a poursuivi le président français, en ci-



Photo : AFP

Le président français Emmanuel Macron devant le Parlement tunisien hier : "La page du Printemps arabe n'est pas tournée."

tant la liberté de conscience et l'égalité entre hommes et femmes inscrites dans la Constitution adoptée début 2014, mais aussi des mesures annoncées par son homologue tunisien Béji Caïd Essebsi l'été dernier pour mettre fin à des discriminations entre hommes et femmes.

"Vous avez réussi à instaurer un Etat civil là où beau-

coup pensaient que c'était impossible. Vous avez fait mentir ceux (...) qui disent que les sociétés où l'islam est présent ne sont pas compatibles avec la démocratie", a-t-il encore dit.

Le président a souligné "l'immense responsabilité" de la Tunisie "parce que le monde arabe, le Maghreb, toutes les rives de la Méditerranée vous (...) regardent faire et ont besoin de vous

voir réussir".

"La France sera à vos côtés pour que vous réussissiez ce formidable printemps qui n'a pas fini de bourgeonner", a-t-il lancé.

M. Macron a annoncé son souhait d'organiser cette année une première réunion en France avec des dirigeants et des membres de la société civile de quelques pays européens méditerranéens et du Maghreb afin de réfléchir à "une vraie stratégie méditerranéenne".

Après ce discours, le chef de l'Etat français devait rendre hommage aux victimes de l'attentat du musée du Bardo en 2015 puis déjeuner avec des artistes, universitaires, militants et responsables économiques et syndicaux tunisiens. Il devait quitter Tunis en fin de journée pour rejoindre le Sénégal où il effectuera une visite d'Etat de deux jours.

Sortir Restaurants



Menu du jour 12 000
1 entrée + 1 plat + 1 dessert

Vendredi
Buffet Mix grill et Orchestre
• 19 500 adultes
• 10 000 enfants

Dimanche à partir de 13h
Formule petit déjeuner 10 000

Buffet Familial :
• 24 000 adultes
• 14 000 enfants

Sur place ou emporté : Livraison +2500
Resto ouvert midi et soir et fermé le dimanche soir et le lundi

Tél. : 07 17 17 77 - 05 08 88 88

CASINO CROISSETTE
LE LOUNGE & LES JEUX
HAPPY HOURS
TOUS LES JOURS
de 18h à 21h
et le Dimanche toute la nuit pour la soirée Salsa

publi.com Tél : 04 10 03 91
07 17 34 20